

Aide Publique au Développement

Communiqué de presse : Une hausse bienvenue mais l'effort doit être mieux réparti sur le quinquennat

A Paris, le mardi 25 septembre 2018

Les chiffres du projet de loi de finances ont été publiés : le gouvernement prévoit une augmentation de 400 millions d'euros de la ligne aide publique au développement en 2019. Coordination SUD salue cette hausse attendue en partie expliquée par la réorientation de crédits déjà dédiés à la solidarité internationale. Le gouvernement doit garder le cap, les efforts à faire sur la fin du quinquennat demeurent très importants pour tenir les engagements d'Emmanuel Macron.

Les ONG de solidarité internationale attendaient la publication du projet de loi de finances pour juger du réalisme des dernières annonces d'Emmanuel Macron et de Jean-Yves Le Drian en matière d'aide au développement. Un milliard d'euros d'autorisations d'engagements supplémentaires avaient ainsi été annoncés. Le projet de loi de finances a été présenté hier en conseil des ministres : la mission aide publique au développement s'élèvera en 2019 à près de 3 milliards d'euros, soit une augmentation de 400 millions par rapport à 2018. Coordination SUD salue cette hausse.

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD « *Cette hausse bienvenue, est cohérente avec les orientations du gouvernement lors du comité interministériel de février. Une première marche est franchie. Il faut aller plus loin* ».

« *D'autant plus que sur les 400 millions d'euros supplémentaires dégagés, l'augmentation réelle n'est que de 130 millions d'euros, le reste provenant d'une recomptabilisation budgétaire déjà prévue des revenus de la taxe sur les transactions financières* » constate Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam et administratrice de Coordination SUD.

Pour rappel, le rythme nécessaire pour atteindre l'objectif des 0,55 % du revenu national brut dédiés à l'aide au développement est de 1 milliard d'euros par an. Or, le rythme actuel demeure en deçà et fait peser de l'effort budgétaire sur les dernières années du quinquennat.

Pour Philippe Jahshan, « *Un pas plus important aurait pu être fait par le gouvernement dès 2019. Les urgences sont pressantes dans nombre de domaines et les grandes capacités d'action des acteurs et actrices de la solidarité, notamment des ONG, demeurent sous-financées.* »

« *Affecter la totalité des revenus de la taxe sur les transactions financières à la solidarité internationale serait un outil de mobilisation de ressources essentiel pour financer l'aide publique au développement et rendre crédible la trajectoire sur laquelle s'est engagé Emmanuel Macron*

» conclut Cécile Duflot.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org – Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 169 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.